



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DU DEPARTEMENT
DU HAUT-RHIN**

Direction des Collectivités Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations Classées

ARRETE PREFECTORAL

**n°2007-213-3, daté du 1^{er} août 2007, portant
au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,
prescriptions complémentaires à la société
relatives à la surveillance des eaux souterraines
à la société SURFINSER à Pulversheim**

Le préfet du département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 512-7 et L 512-17,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement,
- VU** la Directive 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive fille 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 approuvant le SDAGE Rhin-Meuse,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 approuvant le SAGE III-Nappe-Rhin,
- VU** l'avis des services membres des MISE 67 et 68 lors de la réunion technique du 14 mars 2007 relatif au principe de rationalisation des prescriptions d'auto surveillance des eaux souterraines au droit des installations classées pour la protection de l'environnement,

- VU** l'arrêté préfectoral n° 971157 du 19 juin 1997 autorisant la société SURFINSER, dont le siège social est Route de Guebwiller à Pulversheim, à poursuivre et d'étendre ses activités de traitement de surface à cette même adresse,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2006 portant prescriptions complémentaires à la SURFINSER à Pulversheim pour la réalisation d'un diagnostic approfondi, d'une étude détaillée des risques et de contrôles périodiques de la nappe d'eau souterraine,
- VU** l'étude détaillée des risques remise le 13 mars 2007,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 avril 2007,
- VU** l'avis de la DDASS du 25 mai 2007,
- VU** le rapport établi par la DRIRE chargée de l'inspection des installations classées en date du 18 juin 2007,
- VU** l'avis émis par les membres du Conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 4 juillet 200,

CONSIDERANT que l'atteinte du bon état des masses d'eaux souterraines tel qu'il est défini par la Directive 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 nécessite de surveiller tout impact industriel éventuel sur les eaux souterraines,

CONSIDERANT que les eaux souterraines constituent la principale ressource d'eau potable régionale et qu'il est donc nécessaire de prévenir toute dégradation de leur qualité chimique,

CONSIDERANT que l'étude détaillée de risques montre une absence d'impact en chrome VI sur l'ensemble des cibles identifiées retenues et une altération de la qualité de la nappe uniquement en aval hydraulique immédiat du site,

CONSIDERANT que l'étude détaillée de risques remise le 13 mars 2007 montre que la source de pollution initiale (fuite d'un pot sous les cuves de traitement) a été supprimée,

CONSIDERANT que l'étude détaillée de risques remise le 13 mars 2007 montre que la source de pollution actuelle (sols souillés et lixivés par la remontée de la nappe suite à l'arrêt des puits) ne peut être supprimée,

CONSIDERANT que l'étude détaillée de risques remise le 13 mars 2007 montre que le panache sera stabilisé après 3,5 ans maximum à des teneurs de 17 mg/L pour le PZ1, 0.158 mg/L pour le PZ2, et 1.3 mg/L pour le PZ3,

CONSIDERANT que pour vérifier cette hypothèse, il y a lieu de continuer la surveillance de la nappe d'eau souterraine et d'ajouter un piézomètre intermédiaire,

CONSIDERANT qu'il y a lieu par conséquent, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SURFINSER,

APRES communication du projet d'arrêté à l'exploitant par courrier préfectoral daté du

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION :

La société SURFINSER, dont le siège social est situé Route de Guebwiller , B.P.16, 68840 à Pulversheim, exploitant une usine de traitement de surface par chromage à la même adresse est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants.

Ces dispositions complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°971157 du 19 juin 1997 autorisant la société SURFINSER à poursuivre et d'étendre ses activités de traitement de surface. Elles abrogent celles de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006-188-14 du 7 juillet 2006.

Article 2 - IMPLANTATION D'UN PIEZOMETRE

Article 2.1

La société SURFINSER implantera un piézomètre appelé PZ 5 tel que défini sur le plan joint en annexe du présent arrêté. Toutes dispositions seront prises pour garantir la pérennité de cet ouvrage lors de mise en place d'infrastructure à cet emplacement.

Article 2.2 - MODALITES DE LA CREATION DE NOUVEAUX OUVRAGES DE SURVEILLANCE

Article 2.2.1 Déroulement du chantier de forage

Pendant la réalisation du chantier, l'exploitant s'assure que toutes les mesures de prévention des risques de pollutions accidentelles sont prises.

L'exploitant signale à l'inspection des installations classées tout incident de chantier susceptible de nuire à la qualité des sols et/ou des eaux souterraines.

A la fin du chantier, l'exploitant fait parvenir à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux comportant les pièces décrites en annexe 1.

Article 2.2.2 Conditions techniques de réalisation

L'exploitant fait réaliser le ou les ouvrages selon les règles de l'art. (cf recommandations en annexe 2).

Article 2.2.3 Pompages d'essai

Dans le cas où un ou des pompages d'essai sont nécessaires à la mise en place de l'ouvrage de surveillance, l'exploitant veille à obtenir toutes les autorisations nécessaires au rejet des eaux pompées dans les eaux superficielles.

Article 2.2.4 Inscription à la Banque du sous-Sol

L'exploitant fait inscrire le ou les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du sous-sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Article 2.3 GESTION DU RESEAU DE SURVEILLANCE ET CONDITIONS D'ABANDON D'OUVRAGE

L'exploitant veille à ce que les piézomètres soient clairement identifiés sur le terrain (avec tout ou partie de leur numéro BSS) et qu'ils restent fermés en dehors des séances de prélèvements.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages de surveillance de telle manière à garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Les ouvrages de surveillance inclus dans un périmètre de protection de captage AEP ou ceux au droit d'aquifères superposés font tous les 10 ans l'objet d'une inspection d'état général et d'étanchéité ainsi que d'un nettoyage.

Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible.

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées toute décision de cesser d'entretenir un ouvrage et de l'abandonner.

Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution.

Article 3 - SURVEILLANCE DE LA NAPPE D'EAU SOUTERRAINE

Article 3.1 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Sans attendre la mise en place du piézomètre prescrit à l'article 2, la société SURFINSER est tenue de procéder à des prélèvements bimestriels dans les ouvrages ci-dessous :

- le piézomètre n°472 (PZ1) proche des bains de chromage,
- les piézomètres n°570 (PZ 2) et n° 571 (PZ 3) situés dans les cent premiers mètres au nord-est du site,

- le piézomètre n°5 (PZ 5) situés dans les deux cents premiers mètres au nord -est du site,
- le piézomètre éloigné n°572 (PZ 4) des MDPA.

Les teneurs en chrome total et en chrome hexavalent seront recherchées sur ces prélèvements. Ces analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de l'Ecologie et du Développement durable.

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence d'analyse	Code SANDRE des paramètres à analyser sur les piézomètres	Nom SANDRE des paramètres
PZ1 : 04131X0472 PZ2 : 04131X0570 PZ3 : 04131X0571 PZ4 : 04131X0572	bimestrielle	1389 1371	chrome chrome hexavalent

Au vu des résultats des cinq premières années d'analyse et à la demande de la société SURFINSER, une réactualisation des modalités de contrôle pourra être effectuée après accord de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux recommandations du fascicule de documentation AFNOR-FD-X 31-615 de décembre 2000.

Les analyses sont réalisées conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Article 3.2 - COMMUNICATION DES RESULTATS

Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et au préfet dès réception, accompagnés de commentaires sur les valeurs relevées.

Si une anomalie est constatée, la société SURFINSER en informera l'inspection des installations classées, et en suggérera les causes possibles, ainsi que les mesures prévues ou mises en œuvre pour y remédier.

En cas de détérioration de la qualité des eaux souterraines, la société SURFINSER, en accord avec l'inspection des installations classées, prendra toutes dispositions pour que la surveillance des eaux souterraines soit renforcée. Ces dispositions pourront se traduire par :

- un raccourcissement du délai entre les prélèvements,
- un renforcement du programme d'analyse prévu,
- une augmentation du nombre de point de prélèvement.

Article 3.3 -PIEZOMETRIE DU SITE

Le niveau piézométrique est relevé sur tous les ouvrages du réseau de surveillance lors des campagnes semestrielles. Les têtes d'ouvrages sont systématiquement nivelées.

Article 3.4 - TRANSMISSION DES RESULTATS

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses avant le 15 du mois qui suit la période pendant lequel les analyses ont été réalisées pour le programme de surveillance et avant le 15 janvier de l'année suivante pour le programme de contrôle.

On pourra se reporter à l'Annexe 3 pour la présentation des résultats.

L'exploitant joint aux résultats :

- une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements semestriels, avec une localisation des piézomètres,
- ses commentaires concernant les résultats d'analyses, portant notamment sur l'évolution des teneurs mesurées et comprenant les éléments de nature à expliquer ces dernières et si nécessaire, la description des mesures prises pour remédier à cette situation.

Tous les 4 (quatre) ans, l'exploitant réalise un bilan de la surveillance dans lequel il commente l'évolution des résultats d'analyses et dans lequel il peut éventuellement faire des propositions pour modifier le programme de surveillance.

Les résultats des analyses et les bilans sont également envoyés à la DRIRE à Strasbourg par courrier ou, de préférence, par mail à l'adresse suivante : dpe.drيره-alsace@industrie.gouv.fr

Article 4 - MODIFICATION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Ces derniers porteront entre autres sur la pertinence des modalités de surveillance des eaux souterraines en place (position des ouvrages, paramètres, fréquence).

Article 5 - FRAIS

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de la société SURFINSER.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

Article 7- EXECUTION

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Sigolsheim pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant et inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Le Secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours, le maire de Pulversheim, S/c. du sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant de la société SURFINSER à Pulversheim.

Fait à Colmar, le **1^{er} août 2007**
Le préfet
pour le préfet
et par délégation de signature
le secrétaire général

Signé

Délai et voie de recours La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L514-6 du titre 1 ^{er} du livre V du Code de l'Environnement).

ANNEXE 1

A L'ARRETE PREFECTORAL

n°2007-213-3, daté du **1^{er} août 2007**, portant au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,
prescriptions complémentaires à la société
relatives à la surveillance des eaux souterraines
à la société SURFINSER à Pulversheim

PLAN PIEZOMETRIQUE

ANNEXE 2

A L'ARRETE PREFECTORAL

n°2007-213-3, daté du **1^{er} août 2007**, portant
au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,
prescriptions complémentaires à la société
relatives à la surveillance des eaux souterraines
à la société SURFINSER à Pulversheim

Dans le cas de la création de nouveaux ouvrage de surveillance des eaux souterraines, le rapport de fin de chantier devra comporter :

- ✓ une présentation du déroulement du chantier (dates, étapes, listes des incidents éventuels avec leur raison et les moyens employés pour y remédier),
- ✓ les coordonnées Lambert II définitives de l'ouvrage,
- ✓ la cote NGF de la tête de l'ouvrage,
- ✓ les coupes techniques et géologiques de l'ouvrage (avec mise en évidence de la cote piézométrique des eaux).

ANNEXE 3

A L'ARRETE PREFECTORAL

nn°2007-213-3, daté du 1^{er} août 2007, portant
au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,
prescriptions complémentaires à la société
relatives à la surveillance des eaux souterraines
à la société SURFINSER à Pulversheim

Recommandations pour la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines et de leur comblement

- Afin d'éviter les infiltrations depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire sur 1 m de profondeur compté à partir du terrain naturel.
- Lorsque le forage doit traverser une nappe libre avant de capter une nappe captive, l'ouvrage est réalisé en deux étapes avec aveuglement par cimentation réalisée au niveau de la couche imperméable séparant les deux aquifères. Après un temps de prise, le forage est poursuivi en diamètre réduit dans la nappe inférieure à capter.
- La tête du forage doit dépasser d'au moins 50 cm du terrain naturel ou être enterrée.
- La surface autour de la tête du forage doit être rendue étanche (margelle bétonnée ou autre moyen).
- Les ouvrages situés à l'extérieur des installations doivent comporter un dispositif de fermeture fiable pour empêcher toute ouverture en dehors des campagnes de prélèvements.
- Les boues de forage sont considérées comme des déchets et doivent donc faire l'objet d'un traitement en rapport in situ ou non.

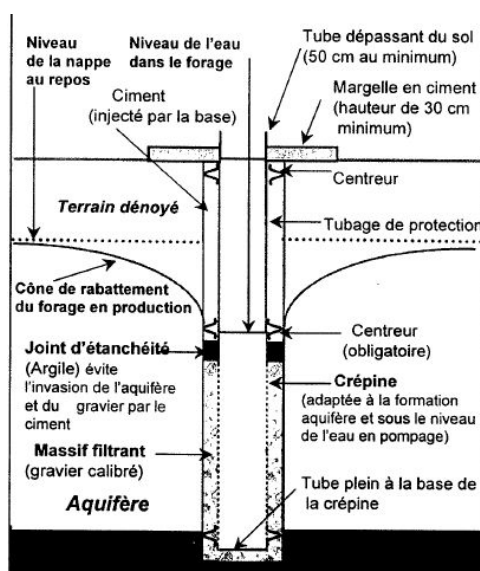


Schéma d'un forage et dispositions techniques associées

ANNEXE 4

A L'ARRETE PREFECTORAL

n°2007-213-3, daté du **1^{er} août 2007**, portant
au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,
prescriptions complémentaires à la société
relatives à la surveillance des eaux souterraines
à la société SURFINSER à Pulversheim

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE ET FREQUENCE DE L'ANALYSE						
Codification locale du piézomètre	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique	Nivellement		
Fréquence de l'analyse	Date de l'analyse					
RESULTATS						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur limite	Origine de la valeur limite
